

Introduction

Le ^{xix}e siècle est le siècle des révolutions, des nationalités et des nationalismes. Les transformations que connaissent alors les États en voie d'industrialisation entraînent des modifications profondes des sociétés, tant sociales et économiques que politiques, culturelles et religieuses. Résumer en cent fiches un siècle aussi riche en événements n'allait donc pas de soi. Le choix éditorial a consisté à s'en tenir aux faits les plus marquants tout en variant les approches : les fiches retenues présentent aussi bien des événements, des périodes ou des personnages marquants de l'histoire que des notions essentielles et des courants de pensée. Est ainsi proposée une vision diversifiée et synthétique, mais néanmoins large, de l'histoire du ^{xix}e siècle, et ce à l'échelle du monde entier, même si le regard est porté en priorité sur l'Europe et sur les États-Unis. Chaque fiche repose sur une synthèse qui se veut aussi précise que concise, et s'accompagne d'une chronologie et d'une bibliographie qui peuvent, le cas échéant, orienter le lecteur qui souhaiterait approfondir la question traitée. Pour autant, cet ouvrage ne se résume pas à une succession de fiches. En effet, il est structuré de telle façon que l'histoire du ^{xix}e siècle se déploie en chapitres chronologiques et thématiques. En outre, une problématique sous-tend l'ensemble : celle de la modernisation politique, sociale, économique et culturelle des sociétés occidentales. Le ^{xix}e siècle marque, en effet, dans la plupart des pays concernés, le passage des sociétés traditionnelles d'Ancien Régime à des sociétés industrielles modernes. L'analyse du passage à la modernité, tant politique, sociale, que culturelle, est donc au cœur de ce livre.

Il est vrai que les sociétés traditionnelles ont été ébranlées par l'impact des révolutions. Si l'impact de la révolution américaine sur l'Europe demeure aujourd'hui encore très discuté, celui de la Révolution française ne fait aucun doute. Les guerres de la révolution et de l'Empire ont remodelé l'Europe, portant les idées révolutionnaires par-delà les frontières et menaçant les dynasties en place. L'héritage révolutionnaire est si important que tout retour en arrière complet apparaît par la suite impossible. Le Congrès qui se réunit à Vienne en 1815 entend bien restaurer un ordre international dominé par les dynasties légitimes et contrer la menace que représentent le principe des nationalités et les idées libérales. Toutefois, il lui est impossible de rétablir à l'identique le Saint-Empire romain germanique, et la Confédération germanique qui est mise en place à l'issue du Congrès tient compte des transformations imposées à l'espace allemand par l'empereur Napoléon I^{er}. Le système diplomatique mis en place par le chancelier autrichien Metternich repose, en effet, avant tout sur la notion d'équilibre. En plaçant la Confédération germanique et l'Italie, cette « expression géographique », sous l'influence de l'Empire d'Autriche, il entend isoler la France, tout en contenant les ambitions de la Russie. À la suite des Cent-Jours, ce bref retour

de Napoléon au pouvoir, la France est amputée de la Savoie et ramenée à ses frontières de 1792. Si elle réintègre le concert des nations en 1818, dans le cadre de la Sainte-Alliance, elle est désormais privée de toute autonomie en matière de politique extérieure. Il n'en reste pas moins que l'héritage de la révolution et de l'Empire étant très profond, la restauration de la monarchie en France ne se saurait s'y traduire par le retour complet à l'Ancien Régime : la Charte repose sur un compromis entre la monarchie et les idées libérales issues de la révolution. Les Ultras, plus royalistes que le roi Louis XVIII, le comprennent les premiers, et s'efforcent de retourner le régime représentatif à leur avantage, avant de s'appuyer sur l'intransigeance de Charles X, dont les maladresses conduisent le régime à sa perte.

Les années 1815-1830 sont marquées, en effet, par les progrès de l'idée libérale et de celle de nation, malgré les efforts des puissances, et en particulier de la Sainte-Alliance, pour les contenir. La Charbonnerie, en France et en Italie, les associations d'étudiants, en Allemagne, le radicalisme, en Grande-Bretagne, sont autant de mouvements de contestation de l'ordre établi. Les révolutions qui se produisent en 1830, dans le sillage des Trois Glorieuses (27, 28, 29 juillet à Paris), sont autant libérales que démocratiques. En France, toutefois, les partisans de Philippe d'Orléans écartent les prétentions républicaines pour imposer une Charte révisée, d'inspiration libérale et doctrinaire. La révolution parisienne sert de modèle aux libéralismes européens, en particulier en Allemagne et en Italie, où de puissantes revendications libérales se développent dans les années 1830. En Italie, le Risorgimento se caractérise par la naissance d'un fort courant démocratique : Giuseppe Mazzini fonde « Jeune Italie » en 1831, puis « Jeune Europe » en 1834, et ses idées républicaines trouvent un écho important auprès des opposants à la domination directe ou indirecte de l'Autriche sur les États italiens. En Allemagne, le Vormärz voit également la naissance d'un courant radical et démocratique qui, faute de chef charismatique, peine à s'imposer face aux libéraux. Ces derniers tendent, à partir de 1840, à se rallier à la solution prussienne, incarnée par Frédéric-Guillaume IV, tandis que les libéraux piémontais se rapprochent de Charles-Albert. Pourtant, d'autres voies s'offrent aux partisans de l'unité nationale. La plupart des catholiques allemands sont partisans d'une grande Allemagne placée sous l'autorité de l'Autriche, et les catholiques italiens ne sont pas tous insensibles au projet néoguelfe d'une Italie fédérale placée sous l'influence du pape. Pie IX, arrivé sur le trône de Saint-Pierre en 1846, incarne en effet, à cette date, les espoirs des libéraux italiens. La décennie qui précède les révolutions de 1848 constitue donc l'apogée des revendications libérales, mais voit aussi l'essor du courant romantique et des revendications ouvrières. Ces dernières sont portées par le socialisme utopique et, en Grande-Bretagne, par le chartisme. Partout en Europe, l'ordre politique est ainsi contesté. Le premier ^{xix}e siècle apparaît donc bien, selon l'expression d'Eric John Hobsbawm, comme « l'âge des révolutions » (*The Age of Revolution. Europe, 1789-1848*, Londres, Abacus, 2001). En France, l'immobilisme de François Guizot cristallise l'opposition au régime monarchique : la campagne des banquets débouche sur la révolution de février 1848, qui fait chuter Louis-Philippe et embrase l'Europe. En Italie, après la chute de Metternich, le 13 mars 1848, des insurrections démocratiques succèdent aux révolutions libérales. En Allemagne, l'Assemblée nationale constituante propose à Frédéric-Guillaume IV de prendre la tête d'une Allemagne unifiée autour de la Prusse. En France, toutefois, à l'« illusion lyrique » succède bientôt une République conservatrice, aux mains du « Parti

de l'ordre », qui réprime le mouvement ouvrier des journées de juin avant de se porter au secours du pape, chassé de Rome par Mazzini. La chute de la République romaine, que ne peut empêcher la défense héroïque de Garibaldi, sonne le glas des espoirs unitaires et républicains en Italie, tandis que la répression s'exerce déjà en Allemagne, où l'Autriche impose à la Prusse la restauration à l'identique de la Confédération germanique.

Les révolutions de 1848 sont donc un échec dans l'immédiat : Louis Napoléon Bonaparte, qui s'appuie sur la force retrouvée du bonapartisme, impose une république conservatrice avant de prendre le pouvoir par le coup d'État du 2 décembre 1851 puis de rétablir le régime impérial, le chartisme anglais disparaît en tant que force politique, l'hypothèque démocratique est levée tant en Allemagne qu'en Italie, et l'Autriche impose un ordre conservateur aux peuples qui composent son empire. Il n'en reste pas moins que la Prusse et le Piémont sortent renforcés de ces événements et menacent l'hégémonie autrichienne. Tous deux ont conservé les institutions parlementaires octroyées en 1848 et se dotent bientôt de chefs de gouvernement énergiques, Cavour et Bismarck. Il s'agit d'États en voie d'industrialisation, où le libéralisme économique s'impose comme un outil au service d'ambitions politiques, comme l'illustre l'exemple célèbre du Zollverein. En Prusse comme en Piémont-Sardaigne, enfin, la monarchie tend à incarner, ou à utiliser à son profit, les aspirations nationales : l'Association nationale allemande, comme son modèle italien fondé un peu plus tôt, peut compter sur le ralliement des libéraux autour d'un projet unitaire porté par des conservateurs. Au-delà de ces points communs, les unités italienne et allemande apparaissent intrinsèquement liées, dans la mesure où elles se bâtissent face à un ennemi commun, l'Autriche et s'appuient, selon les cas, sur l'appui, la neutralité ou la soumission de la France de Napoléon III. Elles reposent également sur un sentiment national puisant ses origines dans un passé très ancien et glorieux, qui est mis au service d'une nationalisation des masses par les régimes monarchiques. La réalisation de l'unité territoriale et politique en Italie (1870) puis en Allemagne (1871) n'est donc qu'une étape dans la construction de ces deux jeunes nations. En Italie comme en Allemagne, la consolidation de l'unité rend nécessaire une unification administrative de longue haleine aussi bien que la lutte contre toutes les formes de résistance à l'unité : le brigandage et l'opposition du clergé en Italie, la résistance des Polonais et des Alsaciens-Lorrains à la germanisation ou l'essor du socialisme en Allemagne. Pour des raisons différentes, l'Allemagne de Bismarck et la jeune monarchie italienne trouvent même dans la papauté un adversaire de taille. La consolidation de l'unité nationale se traduit de fait par un souci partagé de soustraire les catholiques à l'influence du pape : le Kulturkampf, en Allemagne, le traitement de la question romaine et le développement de l'instruction, en Italie, en sont l'illustration. À la fin du siècle, les deux nations se lancent, presque en même temps, dans une industrialisation de leur économie, toutefois plus aboutie en Allemagne qu'en Italie, et dans l'aventure coloniale, stade ultime de la construction de l'identité nationale. L'échec relatif de cette entreprise exacerbe les tensions et les rancœurs. Le nationalisme « ouvert » qui avait présidé à la réalisation des unités se mue en un nationalisme « fermé », qui se caractérise notamment par l'essor du pangermanisme allemand, à l'époque de Guillaume II, et de l'irrédentisme italien. Dans le cas de l'Italie, l'entrée en guerre apparaît même, pour ses partisans, comme le seul moyen d'achever l'unité.

La construction de l'unité nationale en Allemagne et en Italie détermine, en large partie, l'histoire diplomatique de l'Europe dans la seconde moitié du siècle. La transformation que connaissent ces nations en un laps de temps très court rend compte également de la modernisation rapide des sociétés européennes. Celle-ci se manifeste de bien des façons. La révolution démographique en est, bien sûr, un indice important : la diminution de la mortalité puis de la natalité accompagne les transformations démographiques et sociales des nations en voie de modernisation. Partout, l'agriculture tend à décliner en valeur relative et à se transformer : l'abolition du servage, dans les pays d'Europe orientale et en Russie, est le signe de la modernisation des campagnes. L'exode rural alimente l'urbanisation et l'industrialisation, qui apparaissent largement liées. L'industrialisation s'étend peu à peu, gagnant en priorité les grandes villes, les ports et les bassins houillers. La seconde révolution industrielle est marquée par l'essor de la mécanisation, les progrès de la recherche et de l'innovation, et se traduit par une élévation de la productivité et du revenu global. L'essor des banques permet le développement de secteurs hautement capitalistiques, qui incarnent la modernité industrielle, notamment la sidérurgie, les chemins de fer et la chimie organique. En Europe comme aux États-Unis, le XIX^e siècle voit l'essor du monde des villes et l'apparition de grandes métropoles, qui reflètent la modernité des sociétés : Paris, Londres, Vienne ou New York connaissent ainsi une transformation profonde de leur urbanisme comme de leur architecture. La modernité des sociétés peut également se mesurer à l'aune du niveau d'alphabétisation ou, au moins, de l'effort d'éducation fourni par les États. En France, comme en Italie et en Allemagne, l'essor de l'enseignement obligatoire est un élément essentiel de l'intégration des masses. De fait, l'État progresse et étend son champ d'activités : outre les activités régaliennes, c'est-à-dire rattachées à sa souveraineté (l'armée, la fiscalité, la justice et la police), il tend à intervenir dans de nouveaux secteurs (école, hygiène, droit du travail, question sociale). L'État providence est en germe au XIX^e siècle, même s'il est vivement combattu par les philosophes libéraux. L'État se dote partout d'une administration nouvelle, recrutée davantage en fonction des mérites que des privilèges ou de l'hérédité. Comme l'a montré Thomas Nipperdey, à propos de l'Allemagne (*Réflexions sur l'Histoire allemande*, Gallimard, 1992), on passe, en conséquence, de communautés reposant sur des liens particuliers et personnels à des sociétés où dominent les liens impersonnels et abstraits. La modernisation passe également par une sécularisation des sociétés, comme l'illustre la Séparation des Églises et de l'État, tant en France qu'en Italie ou en Allemagne à l'époque du Kulturkampf. La sécularisation se traduit également par l'émancipation des Juifs ou des catholiques irlandais et une évolution profonde des religions, qui, confrontées à la modernité, sont tentées de s'y adapter, à l'image du judaïsme et d'une partie du protestantisme, ou de s'y opposer, à l'instar du catholicisme. En Italie comme en Allemagne ou en France, l'anticléricalisme apparaît souvent comme le ciment de l'unité nationale. On ne saurait négliger, enfin, la modernisation politique des États. Le modèle libéral britannique, s'il est très influent, comme l'est celui de la monarchie constitutionnelle française, tend à être concurrencé par le modèle de la démocratie américaine, en particulier à celle du président Jackson, qui influence, par exemple, les institutions la Deuxième République. Toutefois, le modèle américain n'est pas exempt de faiblesses, et la guerre de Sécession, comme la question de l'esclavage, révèlent sa fragilité au XIX^e siècle. À la fin du siècle, à la faveur de l'extension progressive du suffrage et du rayonnement de sa reine Victoria, le Royaume-Uni apparaît comme le

plus stable des régimes politiques européens, malgré l'épineuse question irlandaise. À la veille de la Première Guerre mondiale, les monarchies parlementaires coexistent le plus souvent avec des démocraties autoritaires (Autriche-Hongrie, Allemagne). La France incarne seule le modèle républicain, dont Gambetta et ses successeurs ont su garantir la pérennité en l'ancrant dans les esprits par l'école, l'armée et une active politique de la mémoire, visant à pacifier l'histoire de la Révolution française. Tous les régimes politiques connaissent de vives contestations internes, en particulier de la part des femmes, exclues le plus souvent du suffrage.

En définitive, à la veille de la Première Guerre mondiale, on ne peut qu'être frappé par la convergence croissante des sociétés européennes, telle qu'elle a été mise en évidence, notamment, par Hartmut Kaelble (*Vers une société européenne. Une histoire sociale de l'Europe, 1880-1980*, Paris, Belin, 1988). L'urbanisation, l'extension des compétences de l'État, ou le développement de l'éducation caractérisent tous les États en voie de modernisation. Partout, le syndicalisme et le socialisme progressent. À la faveur de la réduction du temps de travail, une société des loisirs se met progressivement en place. Le sport et l'opéra tendent même à ne plus être l'apanage d'une élite. Les hommes, comme les idées, circulent plus aisément qu'au début du siècle, grâce à la révolution des transports. L'opinion publique est en mesure, désormais, de se former à une échelle assez large du fait des progrès des moyens de communication, de la libéralisation de la presse et de l'essor de l'édition. Les rencontres internationales se multiplient, en particulier les expositions universelles, les foires et les congrès. Des organisations internationales sont créées et le droit international se développe, même s'il peine encore à s'imposer.

On ne saurait, en revanche, sous-estimer les nombreuses résistances à la modernisation, qui se sont exprimées tout au long du siècle. L'Église catholique a condamné ouvertement les erreurs de la « modernité » dans le *Syllabus* (1864), et la question romaine a durablement empoisonné les rapports des papes successifs avec le Royaume d'Italie et avec la France. À l'échelle de chaque nation, la majorité du clergé s'est rangée dans le camp de la réaction ou, du moins, de l'opposition aux régimes libéraux : en France, aux côtés des légitimistes à partir des années 1860, en Espagne aux côtés du carlisme, en Allemagne au sein du *Zentrum*, hostile à Bismarck. Plus largement, la résistance des sociétés traditionnelles et de la noblesse, même au prix d'une adaptation douloureuse à la modernité, se traduit par ce qu'Arno Mayer appelle « La persistance de l'Ancien Régime » (*La Persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1990). En outre, la démocratie est combattue avec force, à la fin du siècle, tant par les mouvements nationalistes et antisémites que par l'anarchisme, qui s'exprime avec violence partout en Europe et aux États-Unis. La Troisième République française, par exemple, a connu plusieurs crises majeures (le 16 mai 1877, le boulangisme et l'Affaire Dreyfus), et demeure vivement contestée à la veille de la Guerre. L'idée européenne, puissante au milieu du siècle, est, elle aussi battue en brèche, tant par les nationalismes que par le repli sur soi des nations d'Europe. Paradoxalement, en effet, plus les États européens se sont ouverts sur l'extérieur, en entreprenant la colonisation de l'Afrique et de l'Asie, et plus ils se sont refermés sur eux-mêmes. L'impérialisme colonial s'est traduit par une compétition accrue et des rivalités de plus en plus fréquentes. Ainsi, le différent franco-allemand à propos du Maroc exacerbe les tensions et ravive la question d'Alsace-Lorraine. L'équilibre européen est fragilisé, de plus, par l'affaiblissement de

l'Empire ottoman, dont les grandes puissances convoitent les anciennes possessions. L'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand, le 28 juin 1914, enclenche le jeu des alliances défensives, entraînant l'Europe, et bientôt le monde, dans la guerre.

Cet ouvrage ne saurait, par conséquent, présenter une histoire exhaustive d'un siècle aussi vaste, mais il entend apporter les repères les plus précis possibles à une compréhension de ses enjeux principaux. Il doit beaucoup aux enseignements dispensés par son auteur à Sciences Po et à l'Université de Paris X Nanterre, ainsi, bien sûr, qu'aux étudiants qui les ont suivis. Il a été conçu, en effet, comme devant d'abord être utile à ces derniers, pour leur offrir une première approche synthétique, aussi bien qu'un outil pratique de révisions. Cette réédition doit beaucoup aux corrections et remarques apportées à l'auteur par ses étudiants et anciens étudiants de Sciences Po : qu'ils en soient ici remerciés.

L'Europe de 1815 à 1848

1. Le Congrès de Vienne

Repères chronologiques

6 avril 1814	Abdication de Napoléon I ^{er}
30 mai 1814	Traité de Paris
1^{er} novembre 1814	Ouverture du Congrès de Vienne
3 janvier 1815	Alliance secrète tripartite entre la France, l'Angleterre et l'Autriche
9 juin 1815	Acte final du Congrès de Vienne
26 septembre 1815	Traité de la Sainte-Alliance
20 novembre 1815	Second traité de Paris

Au lendemain de la défaite de Napoléon, au printemps 1814, les puissances victorieuses entendent reconstruire l'Europe et redessiner ses frontières. La Révolution française et l'Empire ayant été porteurs de bouleversements irréversibles, telle la disparition du Saint-Empire romain germanique, il est impossible de revenir au *statu quo ante*. Les vainqueurs entendent toutefois rompre avec l'ordre établi par la Révolution et, partout où cela est possible, restaurer les dynasties légitimes. Le Congrès qui se réunit à Vienne, à partir de septembre 1814, rassemble pour la première fois la totalité des États d'Europe, soit plus de deux cents délégations, à l'exception de l'Empire ottoman. Il n'y a cependant aucune réunion plénière et tout se discute entre les quatre grandes puissances : l'Autriche, représentée par Klemens von Metternich, la Russie, représentée par le tsar en personne assisté du vice-chancelier Charles Robert de Nesselrode, l'Angleterre, représentée par Lord Castlereagh puis par le duc de Wellington, et la France. En effet, bien que vaincue, et ramenée à ses frontières de 1792 par le traité de Paris, cette dernière est représentée à Vienne en la personne de Charles Maurice de Talleyrand, ministre des Affaires étrangères de Louis XVIII. Talleyrand, dont le rôle lors du congrès est âprement discuté par les historiens, obtient en janvier 1815 de Castlereagh et Metternich une alliance secrète contre la Russie et la Prusse. Le congrès dure neuf mois, de novembre 1814 jusqu'à juin 1815 : les bals, les réceptions, les fêtes, qui entrecourent les palabres, lui donnent l'image d'un Ancien Régime triomphant : on danse à Vienne au moins autant qu'on y intrigue, et la fête n'est guère perturbée par l'épisode des « Cent-Jours ».

L'Europe dessinée à l'issue du congrès obéit à un double principe d'équilibre des puissances, voulu en particulier par Metternich, et de restauration des dynasties légitimes. Ce que l'on appelle l'acte final du congrès de Vienne n'est en fait que la réunion d'un ensemble de traités, essentiellement territoriaux, bilatéraux ou multilatéraux, conclus entre les participants et, comble de l'ironie, tous rédigés intégralement en français. Les petites puissances ayant été tenues à l'écart des principales négociations, les grandes